

# Une année économique 2019 délicate pour l'Union européenne !

Dans un contexte économique mondial perturbé, si les Etats-Unis tirent pour l'instant leur épingle du jeu, les prévisions de croissance européenne en 2019 sont peu encourageantes. Qu'advient-il d'un repli européen, justifié ou non ? Il va continuer à influencer les décisions de chaque Etat de l'Union. Les marges de manœuvre de la plupart d'entre eux resteront limitées dans un système de contraintes de plus en plus pressant. Nul n'est dupe à quelques encablures des prochaines élections européennes et du renouvellement général des « élites ».

Faute de stratégie, l'Union européenne a même du mal à faire du « surplus »

En l'absence de perspectives et de stratégie, l'Union européenne va se contenter de surveiller, comme d'habitude, ses indicateurs habituels, d'excédent et dette de chacun des pays membres. Ce contraste permanent des données nourrit un comparatif abusif entre Etats. Comparaison au modèle allemand n'est pas raison. Impossible à faire dans l'absolu, même en relatif cet exercice perd tout son sens. Il peut être humiliant pour les pays concernés.

Avec indulgence, moyennant quelques « passe-droits », la France est censée passer au travers des « gouttes ». Cela est d'autant plus délicat que les résultats sont loin d'être satisfaisants. La situation actuelle ne permet plus de se limiter à ces considérations avec un taux de chômage élevé, pratiquement inchangé (> 9%), près de 6 millions de personnes en recherche d'emploi, un déficit structurel en dessous des 3%, une dette voisine des 100% du PIB et un taux de croissance optimiste estimé à 1,5%.

Quand le leader allemand est en difficulté!

Les nouvelles ne sont pas optimistes pour notre partenaire allemand. Au plan politique, la page est en train de se tourner ; l'activité a tendance à se ralentir et la main d'œuvre qualifiée fait défaut. Et pourtant le laps économique entre l'Allemagne et les autres Etats est factuel et ses avantages sont toujours là avec une Union européenne au ralenti sans parler du Brexit et de l'économie italienne atone qui accentuent le malaise.

En Allemagne, 60% du taux de croissance sont liés à l'exportation tandis qu'en France les mêmes 60% du taux de croissance sont basés sur la consommation. Si outre-Rhin, l'économie s'essouffle, la politique ne changera pas. C'est à nous Français, ce ne sont pas les annonces permanentes, rarement suivies d'effet à court terme qui permettront de réagir. La réduction significative de notre déficit du commerce extérieur est indispensable, avant le retour à l'équilibre d'ici quelques années. Cela passe par une ré-industrialisation progressive des entreprises intermédiaires et l'encouragement des propositions innovantes et un outil monétaire adapté. Ce n'est pas pour demain !

Il faudra du temps et des changements face à l'hégémonie d'une Allemagne, même en difficulté, qui puise l'essentiel de ses ressources dans l'Union, avec une monnaie unique paralysante au plan des échanges. Quelle que pourra être la « bonne volonté » de la BCE, la politique du « chiffre la bruxelloise » ne rime plus à rien. Elle est le reflet d'une

Ã©poque Ã© « dÃ©passÃ©e Ã© ». Qu'adviendra-t-il avec les nouveaux leaders de la Commission aprÃ©s les Ã©lections ?